



Stop Raffarin, Chirac ! Les exigences sociales, c'est tout de suite !

Après leur raclée aux élections, Chirac et Raffarin continuent à insulter la démocratie : ils ne changent rien ! Raffarin vient encore de le confirmer au Parlement.

« Je vous ai compris, nous allons dialoguer », prétendent-ils. Mais pour les salariés licenciés, précarisés, pour les chômeurs privés d'indemnités, pour les intermittents exclus du régime de solidarité, pour les chercheurs méprisés, pour toutes celles et ceux qui sont excédés des atteintes aux droits sociaux, à la dignité, il n'est plus question d'attendre.

Ce gouvernement doit maintenant céder aux exigences populaires. Sinon, c'est dans la rue et par les mobilisations qu'il devra céder la place !

IL EST HORS DE QUESTION DE PRIVATISER EDF-GDF !

Le 8 avril, des dizaines de milliers d'agents EDF-GDF seront en grève et en manifestation. Raffarin confirme qu'il veut faire passer en force la privatisation des deux entreprises. Après les expériences américaines (pannes d'électricité en Californie) et européennes (pannes en Italie, hausse des prix en Angleterre), la preuve est faite que le marché privé de l'énergie est destructeur. Le maintien du service public nous concerne tous. Il en va de l'égalité des citoyens, de la solidarité avec ceux et celles qui subissent des coupures de courant.

Quant aux partis de gauche qui ont privatisé France-Télécom, Air France, et commencé à ouvrir le marché de l'électricité aux appétits privés, ils doivent clarifier leur position. Refuser la privatisation d'EDF, c'est bien, mais cela veut dire s'engager, aussi, à revenir sur toutes les privatisations de Jospin !

IL EST HORS DE QUESTION DE CASSER LE CODE DU TRAVAIL !

Raffarin et Fillon ont préparé avec le Medef une loi dite de « mobilisation pour l'emploi ». Elle n'est en fait qu'une destruction, de plus, de la stabilité de l'emploi,

avec le contrat de mission, super-contrat précaire, avec la liberté totale de licencier, et la baisse des droits syndicaux. Ce projet de loi s'inspire du rapport Virville, directeur du personnel de Renault. Une autre loi a créé le RMA, un cadeau au patronat pour faire travailler, de force, les chômeurs, sans véritable salaire. L'exigence est très claire : ces lois et ces projets doivent être mis à la poubelle.

L'urgence N°1 est de protéger les droits des chômeurs, d'empêcher l'exclusion de 850 000 d'entre eux de l'Unedic.

PAS TOUCHE A LA SECURITE SOCIALE ! DROIT A LA SANTE POUR TOUS !

Raffarin III confirme : sa prétendue « réforme » de la Sécurité sociale vise à briser 50 ans d'acquis sociaux, à faire la part belle aux assurances privées, à diminuer les remboursements. Le seul changement est de tenter de négocier avec le Parti socialiste ou des syndicats complaisants, comme pour les retraites, la loi qu'il voulait faire passer par ordonnance !

Le prétendu déficit de la Sécurité sociale est avant tout une propagande destinée à inquiéter la population. 10 milliards de déficit, c'est la moitié des cadeaux, les exonérations ou baisse de charges patronales, faits aux entreprises ! La sécurité sociale ne marche pas comme une assurance privée, mais par la mise en commun d'une partie des richesses sous forme de cotisations. Il s'agit donc de renforcer cette solidarité. En 20 ans, les cotisations ouvrières ont augmenté de plus de 8% et celles des patrons de 1,8%. Voilà ce qui doit changer !

Il est hors de question d'accepter l'entrée des assureurs privés dans la santé !

Pour les services publics, l'emploi, l'assurance-maladie, l'heure est à la mobilisation unitaire, avec les syndicats, les associations, les partis politiques.

Pas de répit pour ce gouvernement de casseurs sociaux !

Le 6 avril 2004

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :